

Des experts donnent la recette pour favoriser les investissements dans le secteur de l'eau

Dossier de la rédaction de H2o
February 2026

À

Des représentants d'institutions financières réunis à Dakar, en marge de la réunion préparatoire de haut niveau de la Conférence des Nations unies sur l'eau, organisée à Abu Dhabi en 2026 et coprésidée par les Émirats arabes unis et l'Algérie, ont souligné l'urgence de renforcer les cadres réglementaires et les capacités institutionnelles des pays, afin de mobiliser davantage d'investissements dans le secteur hydrique, un domaine encore fortement dépendant des financements publics.

Intervenant lors d'une session consacrée aux investissements pour l'eau, le directeur de la représentation régionale de la Banque européenne d'investissement (BEI) à Dakar, Adam Bruun, a insisté sur la nécessité de mettre en place des autorités de régulation indépendantes et des structures de supervision crédibles pour instaurer un climat de confiance auprès des investisseurs. Il a insisté sur le fait que les projets liés à l'eau s'inscrivent, généralement, dans le long terme, notant que le secteur privé veut investir dans l'eau mais veut dans le même temps avoir "l'assurance que l'environnement sera sain". Déplorant le fait que le secteur privé soit très peu représenté dans les pays en développement, il a également rappelé le caractère transversal de l'eau, englobant ses liens étroits avec des secteurs stratégiques tels que l'énergie, l'agriculture et les transports. Saroj Kumar Jha, directeur du pôle mondial d'expertise en eau de la Banque mondiale, a signalé : "En 2025, au niveau mondial, les investissements du secteur public dans l'eau ont atteint 86 % contre seulement 2 % pour le secteur privé". Si on met l'accent sur les conditions favorables, il y a une solution pour chaque marché", a-t-il indiqué.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - AllAfrica